

L'avenir de la Genève internationale au cœur des débats

MULTILATÉRALISME Lors d'une conférence autour de l'avenir des organisations internationales dans ce nouvel environnement, le monde politique les appelle à se réinventer

ROMAINE MORARD, DAVOS

Il a beaucoup été question de multilatéralisme en ce premier jour de WEF. Le thème s'est imposé d'autant plus facilement après la proposition du président américain de fonder un «Conseil de la paix». L'idée d'une sorte de substitut à l'ONU n'est pas passée franchement inaperçue dans la station grisonne. Dans son discours, le président français Emmanuel Macron a d'ailleurs appelé à «favoriser le multilatéralisme», affaibli face à l'ordre actuel où la «loi du plus fort semble régner».

A la House of Switzerland également, on s'inquiète des attaques récurrentes à un système en place depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La Mission permanente de la Suisse auprès des Nations unies avait réuni des personnalités en début d'après-midi pour se pencher au chevet de la Genève internationale. Titre de la conférence: «Faire fonctionner le multilatéralisme au service de l'humanité dans une nouvelle ère».

«Il va falloir changer de mode de fonctionnement, de mode de travail, et se concentrer sur des missions prioritaires»

NATHALIE FONTANET, CONSEILLÈRE D'ÉTAT GENEVOISE

Cette «nouvelle ère» date du retour au pouvoir du président américain. Depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, les États-Unis ont notamment claqué la porte de l'OMS, mais aussi coupé l'aide américaine à de nombreuses organisations internationales. La Genève internationale est touchée de plein fouet par ces coupes massives dans les budgets. Mais face aux représentants de diverses organisations internationales, dont le patron de l'OMS, le monde politique a tenu un discours assez ferme. Dans ses propos d'ouverture, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Alexandre Fasel (qui a remplacé Guy Parmelin au pied levé, parti rencontré

Emmanuel Macron), a estimé qu'il fallait «aller au-delà du diagnostic et trouver du concret pour l'action». Autrement dit: désormais les choses sont ainsi, la Genève internationale doit trouver des solutions pour évoluer dans ce nouveau monde. Les derniers mots de son discours étaient d'ailleurs très clairs: «Au travail!»

«Nous avons une crise de financement»

La conseillère d'État chargée du dossier à Genève, Nathalie Fontanet, confirme: «Nous avons une crise de financement. Cela signifie clairement qu'on va devoir faire avec moins. Pour cela, la Genève internationale va devoir s'organiser différemment, elle va devoir se réinventer.» Concrètement, la conseillère d'État estime qu'il va falloir changer de mode de fonctionnement, de mode de travail, et se concentrer sur des missions prioritaires.»

Ces constats sont partagés par Ignazio Cassis. Le conseiller fédéral, chef du Département des affaires étrangères, était présent pour clore cette discussion. Et le Tessinois en est persuadé, cette nouvelle ère est là pour durer: «Nous ne sommes plus dans une vague d'expansion des organisations internationales comme celle qui a caractérisé les trente dernières années. Il faut se repositionner par rapport à la mission initiale de chaque agence, de chaque organisation, afin de bien faire ce qui est à faire. Et de manière subsidiaire, ne pas faire ce que les États peuvent faire eux-mêmes.»

Ces défis au multilatéralisme deviendront encore plus concrets demain à Davos, avec la venue de Donald Trump. La visite du président américain sera le point d'orgue de la journée et du sommet. Le président de la Confédération, Guy Parmelin, a confirmé qu'il devrait rencontrer son homologue, selon toute vraisemblance «en comité restreint». Pour l'heure, les thèmes abordés ne sont pas encore définis. Tout est ouvert. «Nous discuterons des thèmes que nous avons en commun. Je ne sais pas s'ils veulent parler des tarifs douaniers ou par exemple des bons offices dans la crise iranienne. Nous n'aurons pas beaucoup de temps. Et nous avons également des points que nous aimerions évoquer avec les États-Unis.» Il n'est pas certain non plus que la question du Groenland soit abordée.

«Revenez demain et je vous dirai de quoi nous aurons parlé», lance Guy Parmelin aux médias qui le pressent de questions. On y sera. ■